



Paris, le 3 avril 2015

Décision du Défenseur des droits MDE-MLD-MSP-2015-076

Le Défenseur des droits,

Vu l'article 71-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;

Vu la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits ;

Vu le décret n° 2011-904 du 29 juillet 2011 relatif à la procédure applicable devant le Défenseur des droits ;

Vu la Convention internationale des droits de l'enfant et notamment ses articles 3 et 27 ;

Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et notamment son article 8 ;

Vu la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe et notamment son article 31§2 ;

Vu la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 relative à la lutte contre les discriminations ;

Le Défenseur des droits a été saisi par Maître MONTASTIER, représentant la société H., dans le cadre d'une procédure d'expulsion d'occupants sans droit ni titre de locaux (parcelles cadastrées AB70 et AB71) situés au 91 rue du Maréchal Leclerc sur la commune de S.. L'Etat, par le biais de la société A., a assigné la société H. aux fins de la voir expulser ainsi que tous les occupants devant le Juge des référés du Tribunal de grande instance de Créteil.

Décide de présenter les observations suivantes devant le Tribunal de grande instance de Créteil.

Jacques TOUBON

Observations devant le Tribunal de grande instance d'Evry

Le Défenseur des droits a été saisi par Maître MONTASTIER, représentant la société H., dans le cadre d'une procédure d'expulsion d'occupants sans droit ni titre de locaux (parcelles cadastrées AB70 et AB71) situés au 91 rue du Maréchal Leclerc sur la commune de S. L'Etat, par le biais de la société A., a assigné la société H. aux fins de la voir expulser ainsi que tous les occupants devant le Juge des référés du Tribunal de grande instance de Créteil.

D'après les informations qui ont été portées à la connaissance du Défenseur des droits, H. a conclu courant 2012 une convention d'occupation précaire avec la société A visant à reloger sur un ancien site industriel une dizaine de familles rom installées sur la commune de S. depuis 2008. Au total il s'agit d'une trentaine de personnes dont 10 enfants de moins de 16 ans. En parallèle, H. s'est vue confier une Mission de Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) visant à l'accompagnement des familles relogées. Tandis que les travaux venaient d'être achevés, il a été pourtant décidé de ne pas reconduire la convention d'occupation précaire. En revanche il a été décidé du renouvellement de la MOUS, tout en demandant l'expulsion d'H. et des familles concernées.

Le Défenseur des droits estime que les normes de droits international, européen et interne, ci-dessous développées, impliquent que :

- Des délais soient accordés chaque fois que l'expulsion aurait des conséquences d'une particulière gravité et/ou que le relogement ne peut avoir lieu dans des conditions normales, conformément aux articles L412-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécutions ;
- Sauf cas exceptionnels, la mise en place des mesures protectrices de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites doit être préalable à l'usage de la force publique destinée à mettre un terme à l'occupation illégale d'un terrain ou d'un immeuble ;
- Toutes les dispositions doivent être prises pour garantir aux familles et aux personnes isolées que leurs conditions de vie, après l'expulsion, soient conformes au principe de dignité humaine.

Les textes internationaux et européens confirment que ces lieux de vie bénéficient de la protection dévolue au domicile, laquelle implique notamment que des solutions d'hébergement ou de relogement soient mises en œuvre avant toute expulsion (1).

L'application de ces principes conduit les juridictions à suspendre de plus en plus fréquemment de telles évacuations en octroyant les délais nécessaires à ce que les occupants sans titre puissent bénéficier - malgré l'expulsion à venir - de la continuité de leurs droits tels la scolarisation et le suivi médical (2).

C'est ce cadre que la circulaire du 26 août 2012 précitée rappelle en imposant aux préfets le principe d'un préalable à toute expulsion : les mesures d'accompagnement des occupants sans titre dans l'accès aux droits fondamentaux, sauf dans les cas dont l'urgence le justifie, ces exceptions à la mise en œuvre des mesures préalables d'accompagnement devant être entendues de manière très restrictive.

1. Les expulsions des terrains et immeubles doivent se faire dans le cadre du droit à la protection du domicile et du droit de ne pas être privé d'abri

Le juge européen considère de manière constante que la notion de domicile a une portée autonome qui n'est pas exclusivement liée à une occupation légale mais dépend également de circonstances factuelles comme l'existence de liens suffisants et continus avec le lieu d'habitation.

Dans l'affaire *Société Cofinfo c. France*, la Cour a estimé que le refus de concours de la force publique à un propriétaire d'un terrain illégalement occupé ne constituait pas une atteinte disproportionnée au droit de propriété lorsque les occupants sans droit ni titre se trouvaient dans une situation de précarité et de fragilité, ces derniers devant bénéficier, à ce titre, d'une protection renforcée.¹

La Cour, dans un arrêt *Winterstein* du 25 novembre 2013, a considéré que si les autorités avaient en principe le droit d'expulser les occupants illégaux d'un terrain communal, elles n'avaient au fil du temps accompli aucune démarche en ce sens et avaient de ce fait toléré cette situation pendant de nombreuses années ayant permis aux familles de tisser des liens étroits avec leur lieu de vie qui générerait des droits devant être pris en compte eu égard aux modalités de la mise en œuvre de leur expulsion².

En l'espèce, la cour a décidé qu'il y avait eu violation de l'article 8 de la Convention dans la mesure où les familles n'avaient pas bénéficié, dans le cadre de la procédure d'expulsion, de modalités de mise en œuvre respectant l'exigence de respect de la proportionnalité de l'ingérence conforme aux exigences de cet article. En outre, elle a conclu qu'il y avait également eu violation de l'article 8, pour ceux des requérants qui avaient demandé un relogement, en raison de l'absence de prise en compte suffisante de leurs besoins.

En l'espèce, la situation de ces familles semble avoir été initialement prise en compte, mais se verrait remise en cause par le changement d'attitude des autorités.

De telles qualifications impliquent que, si en raison de l'existence d'un autre droit fondamental en jeu – tel le droit de propriété de la personne propriétaire du local occupé illégalement –, l'expulsion des occupants doit avoir lieu, elle est perçue comme une atteinte au droit à la protection du domicile des occupants, atteinte à laquelle les autorités doivent remédier en s'assurant que les intéressés vont pouvoir bénéficier d'un abri.

Par ailleurs, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) du 20 novembre 1989, ratifiée par la France, dispose en son article 2 que « *[l]es Etats parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.* »

Il résulte de ces dispositions, comme le rappelle le Comité des droits de l'enfant dans son observation générale n° 6 du 1^{er} septembre 2005,³ que « *la jouissance des droits énoncés dans la Convention n'est [donc] pas limitée aux enfants de l'État partie et doit dès lors impérativement, sauf indication contraire expresse de la Convention, être accessible à tous les enfants y compris les enfants demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants, sans*

¹ *Société Cofinfo c. France* (déc.), n° 23516/08, 2 octobre 2010.

² *Winterstein c. France*, n°27013/07, 25 novembre 2013.

³ Observation générale n°6 du Comité des droits de l'enfant - CRC/GC/2005/6, 1^{er} septembre 2005.

considération de leur nationalité, de leur statut au regard de l'immigration ou de leur apatridie ». Les obligations juridiques qui en découlent comprennent tant des obligations de faire que des obligations de ne pas faire. L'Etat a en effet la responsabilité de prendre des mesures visant à garantir l'exercice de ces droits sans discrimination mais également de s'abstenir de prendre certaines mesures attentatoires aux droits de ces enfants.

En outre, l'article 3-1 de la CIDE, d'application directe en droit interne,⁴ demande à ce que dans toutes les décisions qui concernent les enfants, « *qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant [soit] une considération primordiale* ». Elle garantit également en son article 27 le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. A cet égard, son alinéa 3 demande aux Etats d'adopter « *les mesures appropriées [...] pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en œuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne [...] le logement* ».

Un autre instrument européen prévoit ce droit : il s'agit de l'article 31§2 de la Charte sociale européenne, lequel vise à empêcher que des personnes vulnérables soient privées d'abri et ne subissent les conséquences liées à cet état sur leur sécurité et leur bien-être.

Le Comité européen des droits sociaux, en charge de l'application de cette Charte, estime que, lorsque l'intérêt général justifie une expulsion des occupants illégaux, les autorités doivent prendre des mesures afin de reloger ou aider financièrement les personnes concernées⁵. Il précise en outre que les critères de l'occupation illégale ne doivent pas être compris de façon exagérément extensive.⁶

Les articles L.115-1 et L.115-2 du Code de l'action sociale et des familles relatifs à la lutte contre l'exclusion et la pauvreté vont dans le même sens en faisant obligation à l'Etat et aux collectivités territoriales de poursuivre une politique destinée à prévenir ou supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions.

Les juridictions internes, saisies de contentieux relatifs à l'expulsion d'occupants sans droit ni titre, ont eu l'occasion d'articuler ces différentes normes pour débouter les propriétaires de leurs demandes ou, tout au moins, accorder des délais si des solutions d'hébergement n'étaient pas trouvées.

Ainsi, par ordonnance du 24 janvier 2014, le Juge des référés du Tribunal de grande instance (TGI) de Bobigny a procédé à un examen de proportionnalité entre le respect du droit de propriété et le respect des droits fondamentaux des occupants tels que consacrés par la Cour européenne des droits de l'Homme dans ses arrêts *Yordanova*⁷ et *Winterstein* notamment. Le juge suit le raisonnement de la Cour en rappelant que « la perte d'un logement, aussi précaire soit-il, est une des atteintes les plus graves au droit au respect du domicile et de la vie privée et familiale » et ne fait pas droit à la demande du propriétaire, considérant que les droits fondamentaux des occupants devaient prévaloir sur le droit de propriété dès lors qu'une expulsion aurait des conséquences inhumaines et s'inscrirait « dans un contexte de multiplication des évacuations de ce type, lesquelles n'ont pour résultat que de déplacer les occupations illégales et de maintenir ainsi les personnes dans l'état de plus extrême précarité »⁸.

⁴ CE, 22 septembre 1997, *Melle Cinar*, n°1 61364 ; Cass. Civ., 18 mai 2005, pourvoi n° 02-16336 et pourvoi 02-20613.

⁵ Comité européen des droits sociaux, Conclusions 2003, France.

⁶ Comité européen des droits sociaux, *Forum européen des Roms c/France*, 24 janvier 2012.

⁷ *Yordanova et autres c. Bulgarie*, n° 25446/06, 24 avril 2012

⁸ TGI Bobigny, 24 janvier 2014, n°13/02254.

Certaines juridictions ont suivi les observations du Défenseur des droits. Ainsi, le Juge de l'exécution du TGI de Bobigny, par jugement du 24 janvier 2013, a accordé un délai supplémentaire de 3 mois aux occupants après avoir mis en balance les divers intérêts et droits fondamentaux en jeu et pris en compte la situation d'extrême précarité des occupants, la scolarisation de certains enfants et la nécessité de trouver une solution de relogement.⁹

Par ailleurs, dans un jugement du 2 avril 2013, le Juge de l'exécution du TGI de Nantes a octroyé un délai de trois mois aux occupants, en visant la Charte sociale européenne, la circulaire interministérielle du 26 août 2012 précitée et le principe d'égalité de traitement des personnes en situation de détresse sociale. Il a notamment pris en compte l'état de grande précarité des occupants, l'absence de « *solution immédiate de repli dans des conditions décentes* » et la nécessité « *de laisser à la puissance publique et notamment à l'autorité préfectorale le temps d'apporter une réponse adaptée et de dégager une solution alternative comme le préconise la circulaire du 26 août 2012 d'application immédiate (...)* ». ¹⁰

Pareillement, dans une ordonnance du 28 juin 2013, le Juge des référés du Tribunal d'instance de Poitiers a accordé un délai de quatre mois aux occupants, prenant en compte notamment la nécessité de préserver le logement des enfants et de maintenir leur scolarisation, ainsi que les ressources limitées des occupants « *qui rendent illusoire l'accès au logement privé* ». Par ailleurs, il a pris en considération l'appartenance des occupants à la communauté Rom, « *un groupe socialement défavorisé* », et leurs difficultés pour accéder au logement dans des conditions normales. Enfin, le juge a estimé que l'atteinte au droit de propriété était limitée au motif que le propriétaire était une personne publique, celle-ci ayant au regard de l'article L. 115-1 du code de l'action sociale et des familles, « *la responsabilité de poursuivre une politique destinée à connaître, prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer la pauvreté et les exclusions, comprenant notamment l'accès effectif aux droits fondamentaux dans le domaine du logement* ». ¹¹

Par ailleurs, le TGI de Lyon, par ordonnance de référé du 16 novembre 2009, a considéré qu'au vu de l'article 8 de la CEDH et des articles précités du Code de l'action sociale et des familles, la situation de détresse sociale dans laquelle se trouvent les personnes occupant illégalement le terrain peut justifier une limitation éventuelle du droit de propriété. C'est ainsi que le Tribunal a accordé des délais supplémentaires pour quitter les lieux, « *compte tenu de leur particulière vulnérabilité et de la stabilisation qui leur est nécessaire pour élaborer des solutions de relogement pérenne* ». ¹²

Dans le même sens, le TGI de Bobigny, le 2 décembre 2011, a débouté la société privée de ses demandes au motif que « *le seul fait que l'installation des cabanes et des tentes [méconnaissait] le droit de propriété ne [justifiait] pas que soit ordonnée la fin de l'occupation des lieux (...)* Il convient en effet de mettre en parallèle ce trouble avec le droit au logement revendiqué par les défendeurs ». ¹³

Dans une autre affaire, le TGI de Lyon, par ordonnance du 26 avril 2010, tout en reconnaissant le trouble manifestement illicite de l'occupation, notamment au regard du permis de construire dont se prévalait la personne publique propriétaire, décide d'accorder un délai de 6 mois aux occupants avant d'être expulsés au motif que « *l'objectif de valeur constitutionnelle qu'est le droit de toute personne de pouvoir disposer d'un logement décent exige que les occupants aient une possibilité effective d'hébergement que le pouvoir se doit de rechercher et de mettre en œuvre* ». ¹⁴

⁹ Décision MLD-2012-80 ; TGI Bobigny, 24 janvier 2013, n°12/13284.

¹⁰ Décision MLD-2013-61 ; TGI Nantes, 2 avril 2013.

¹¹ Décision MLD-2013-110 ; TI Poitiers, RG n° 12-17-00077, 28 juin 2013.

¹² TGI Lyon, 16 novembre 2009, n°2009/2850.

¹³ TGI Bobigny, 2 décembre 2011, n° 1101635.

¹⁴ TGI Lyon, 26 avril 2010, n° 10/881.

Cette ordonnance a été confirmée par la Cour d'appel de Lyon, le 7 septembre 2010, en ces termes : « *le premier juge a assuré un juste équilibre entre les droits fondamentaux de chacune des parties en ordonnant l'expulsion au regard, notamment de l'autorisation de construire, et la nécessité de trouver des solutions de relogement* ». ¹⁵

Ainsi encore, dans une ordonnance du 2 juillet 2014, le Juge des référés du TGI de Bobigny a ici encore invoqué la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et rappelé que l'opposition entre droit de propriété et droit à la protection du domicile ne peut s'arbitrer qu'à l'aune du principe de proportionnalité. En l'espèce, le juge considère que la mise en péril de la protection du domicile des occupants dans le cas du prononcé d'une mesure d'expulsion doit être analysée au regard de la situation des personnes (ancienneté et stabilité de leur installation), de l'intérêt supérieur des enfants à poursuivre leur scolarité et de l'absence de solutions de relogement envisagées. A cet égard, il a rappelé qu'il « *importe peu que la commune ne soit pas débitrice de solutions de relogement (...) une expulsion jetterait les occupants du campement dans une précarité plus grande et caractérise ainsi l'atteinte qui serait portée à leurs droits fondamentaux* » ¹⁶.

Enfin, la Cour d'appel de Paris a, dans son arrêt du 22 janvier 2015 précité, accordé un délai de six mois aux occupants d'un bidonville avant leur expulsion après avoir procédé à un examen de la proportionnalité entre le droit au respect de leur vie privée et familiale –en particulier, les juges relèvent l'absence d'existence de liens étroits avec le lieu d'installation-, de leur droit à la dignité et de leur droit au logement et le droit de propriété de la municipalité « pour tenir compte de leur appartenance à un groupe socialement défavorisé et pour permettre aux services de l'Etat de procéder à un diagnostic et à l'accompagnement prévus dans la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative aux modalités des opérations d'évacuation des campements illicites ».

De plus, la balance que doivent opérer les autorités entre ces deux intérêts divergents lorsqu'elles décident d'expulser les occupants sans titre (droit de propriété et droit au logement ou à l'hébergement) ne doit pas s'effacer devant des considérations liées à l'insalubrité ou à l'insécurité de ces lieux de vie.

Ainsi, dans son ordonnance de référé du 5 avril 2011, le Conseil d'Etat prend la peine d'expliquer très précisément la situation d'immense danger dans laquelle les occupants du terrain – ainsi que les riverains – se trouvent pour que puisse être justifié, à ses yeux, le départ des occupants alors même que les enfants présents dans le campement étaient scolarisés. Dans le cas d'espèce, des branchements frauduleux et reconnus comme dangereux par ERDF en amont et à proximité de l'alimentation d'un poste de transport de gaz constituaient un risque d'électrocution et d'incendie, ainsi qu'une baisse de tension de l'alimentation du poste de gaz rendant inopérant le système permettant de couper le gaz en cas de danger. Par ailleurs, un campement voisin avait été détruit par un incendie du fait de branchements électriques frauduleux. ¹⁷

A contrario, à défaut de l'imminence d'un tel danger, la simple occupation sans droit ni titre ne conduirait pas nécessairement à une telle expulsion, sans la mise en place de délais.

En l'espèce les branchements n'ont pas été réalisés de manière frauduleuse mais dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.

En d'autres termes, même la violation du droit de propriété et l'existence de campements de fortune contraires aux normes de sécurité ne peuvent, à elles seules, justifier une expulsion

¹⁵ CA Lyon, 7 septembre 2010, n° 10/03416.

¹⁶ RGI Bobigny, 2 juillet 2014, n°14/01011

¹⁷ CE, 5 avril 2011, n° 347949.

sans que soient fixés des délais nécessaires à la mise en œuvre de mesures d'accompagnement ou de maintien de droits des personnes évacuées.

Si la jurisprudence avait déjà eu l'occasion de dégager de telles exigences, notamment en matière d'hébergement, la circulaire interministérielle du 26 août 2012 a le mérite de rappeler ces principes du droit positif et de les inscrire dans « *un cadre de référence [ayant] pour objectif de guider l'action [des préfets]* ».

Ainsi, en matière d'hébergement et d'accueil, les préfets sont invités à mobiliser « *l'ensemble des dispositifs* » : « *A court terme, préalablement à l'évacuation, le recours à l'hébergement d'urgence doit être recherché lorsque cela est nécessaire, adapté aux situations personnelles et possibles en fonction du nombre de places. Une attention particulière doit être portée aux personnes les plus vulnérables* ».

L'évacuation du terrain ou d'un local, pour être conforme aux exigences nationales et internationales relatives au droit à disposer d'un abri et à la lutte contre les exclusions, se doit donc de :

- **respecter l'invitation qui est faite aux préfets par la circulaire du 26 août 2012 de d'assurer un accompagnement et de rechercher un hébergement d'urgence ;**
- **limiter les évacuations sans recours aux mesures préalables d'accompagnement vers l'hébergement à des cas d'une exceptionnelle gravité.**

La circulaire précitée étend les exigences d'accompagnement au-delà de l'hébergement et de l'accueil, notamment au droit à la scolarisation et à l'accès aux soins.

2. Les expulsions doivent se faire dans le cadre du maintien de l'accès aux autres droits fondamentaux, la scolarisation et le suivi médical

Afin de permettre de sauvegarder la dignité des personnes expulsées, en situation de détresse sociale, conformément à l'esprit de la CEDH et de la Charte sociale européenne, l'accompagnement des personnes, dans le cadre des expulsions, doit notamment viser à protéger le droit à la scolarisation tout comme le droit à la santé.

a. En matière de scolarisation

Plusieurs circulaires sont venues rappeler récemment le caractère inconditionnel de la scolarisation de tous les enfants, quelle que soit la situation administrative des parents et de leurs conditions de résidence – légale ou non – sur le territoire de la commune (circulaire n°2012-142 du 2 octobre 2012 sur la scolarisation et la scolarité des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs).

Au regard du droit fondamental, de valeur constitutionnelle, qu'est l'instruction pour tous - et de son corollaire, l'obligation scolaire -, les préfets sont invités par la circulaire du 26 août 2012 précitée à favoriser sa mise en œuvre :

« En relation avec les maires et les associations, les services de l'Education nationale, plus particulièrement ceux chargés de la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage, conduiront les actions permettant de prendre en charge sans délai et avec un souci de continuité les enfants présents dans les campements. Dans ce cadre, vous veillerez à prévoir des actions portant sur les conditions matérielles de scolarisation dans la mesure où elles ont une incidence forte sur la fréquentation scolaire (à titre d'illustration, le transport, la cantine, les fournitures scolaires) ».

Plusieurs tribunaux avaient déjà accordé des délais plus ou moins importants en raison de la scolarisation des enfants présents dans les campements illicites.

Ainsi, et alors même que le terrain jouxtait une voie ferrée, le TGI de Marseille, par ordonnance du 25 octobre 2011, accordait un délai de grâce jusqu'aux vacances scolaires de Noël afin que les enfants finissent le premier trimestre dans la même école.¹⁸

C'est encore le TGI de Montpellier, dans une ordonnance du 26 avril 2012 qui, tout en reconnaissant « *l'existence d'un trouble manifestement illicite* », accorde « *des délais pour quitter les lieux afin de leur permettre de le faire dans les conditions les meilleures possibles, à la fin de l'année en cours* ». ¹⁹

Un délai de 3 mois sera aussi accordé par ordonnance de référé du Tribunal de grande instance de Montpellier en date du 20 septembre 2012 afin que les occupants puissent bénéficier d'un relogement et que les enfants achèvent leur premier trimestre dans la même école.²⁰

Au regard des exigences en matière de droit à la scolarisation pour tous, il résulte de ce qui précède qu'aucune évacuation ne devrait être réalisée sans que la continuité de la scolarisation ne soit garantie.

b. En matière sanitaire

La circulaire du 26 août 2012 rappelle l'obligation de « *favoriser l'accès aux droits, à la prévention et aux soins, avec une vigilance particulière concernant l'accès à la vaccination et à la santé materno-infantile* ».

Lorsque cet accès aux soins est déjà en cours, par l'intermédiaire d'associations réalisant des campagnes de vaccinations ou organisant le suivi d'occupants atteints de certaines pathologies, il conviendrait de s'assurer que cet accès ne soit pas interrompu du fait de l'expulsion et puisse se poursuivre. Cette exigence trouve son sens dans le droit à la protection de la santé dont peuvent se prévaloir les occupants en vertu du Préambule de la Constitution, mais aussi de l'intérêt évident que la société a de ne pas laisser errer sans suivi médical des personnes qui, en raison de leur conditions de vie très précaires, ont plus de risque de développer certaines pathologies contagieuses (recrudescence de la tuberculose, de la bronchiolite et de la gale).

Au regard des exigences en matière de droit à la santé pour tous et à la sauvegarde de la santé publique, il résulte là aussi de ce qui précède qu'aucune évacuation ne doit être réalisée sans que la continuité l'accès aux soins ne soit garantie.

Pour conclure, le Défenseur des droits souligne que plusieurs normes nationales et supranationales liant la France, telles que la Convention internationale des droits de l'enfant, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et la Charte sociale européenne, impliquent - sauf faits d'une extrême gravité - de surseoir à l'évacuation d'un terrain ou d'un local occupé illégalement dans les cas où les mesures d'accompagnement nécessaires n'ont pas été mises en œuvre et ce, dans le but d'accorder un délai minimum de 3 mois, nécessaire à ce que les occupants puissent quitter les lieux dans des conditions décentes et être accompagnés par les autorités, sans préjudice de circonstances particulières qui justifieraient un délai plus long.

¹⁸ TGI Marseille, 25 octobre 2011, n° 11/1058.

¹⁹ TGI Montpellier, 26 avril 2012, n° 12/30313.

²⁰ TGI Montpellier, 20 septembre 2012, n° 12/313/05.

En l'espèce, il convient de souligner que la situation semble particulièrement paradoxale : alors même que l'occupation dudit terrain a initialement été autorisée dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, une MOUS mise en place, et que des travaux sont réalisés pour permettre des conditions de vie décentes, cette procédure d'expulsion vient remettre en cause le travail ainsi réalisé, et interroge sur le coût financier de cette opération.

Les circonstances particulières de l'espèce pourraient donc justifier qu'un délai plus important soit accordé afin de permettre à l'accompagnement social qui a été mis en place de produire ses effets dans le temps.

Telles sont les observations que le Défenseur des droits entend porter à la connaissance et souhaite soumettre à l'appréciation du Juge de l'exécution.

Jacques TOUBON